ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 10 mai 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités de récupération par des communes de certains frais supportés lors du recrutement et de la formation d'aspirants agents de police ou d'aspirants gardes champêtres qui sont engagés par une autre commune", a donné le 23 juin 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 mei 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de modaliteiten tot terugvordering door bepaalde gemeenten van sommige kosten gedragen voor de aanwerving en opleiding van aspirant-politieagenten en aspirant-veldwachters die worden aangeworven door een andere gemeente", heeft op 23 juni 1993 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Il est suggéré de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif à la récupération, par des communes, de certains frais supportés lors du recrutement et de la formation d'aspirants agents de police ou d'aspirants gardes champêtres".

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

Contrairement à ce que l'expression "sur la base des montants effectivement payés" figurant à l'article 2 pourrait donner à penser, l'intention des auteurs du projet est, en réalité, d'exclure toute possibilité de récupération des frais dont les communes ont assuré le paiement, tout en négligeant de solliciter auprès de l'Etat l'octroi du subside correspondant (1). En outre, la seconde phrase de l'article 2 est dépourvue d'utilité.

---

(1) Voyez les subventions prévues par l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 27 septembre 1989 fixant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'Etat pour l'équipement de leur corps de police et pour la réalisation d'un programme concernant des problèmes de société en matière de sécurité et d'initiatives en matière de prévention de la criminalité (II) et par l'article 2, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 relatif aux subventions octroyées à certaines communes à titre d'intervention dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de service.

Afin de rendre plus aisée la compréhension des articles 1er et 2, il est proposé, de l'accord du fonctionnaire délégué, de les rédiger comme suit :

"Article 1er.-

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "aspirant agent de police" : le membre du personnel d'une commune qui, dans les cinq ans de sa nomination comme agent de police stagiaire, est recruté par une autre commune au grade d'aspirant agent de police, d'aspirant garde champêtre, d'agent de police stagiaire ou de garde champêtre stagiaire;

2° "aspirant garde champêtre" : le membre du personnel d'une commune qui, dans les cinq ans de sa nomination comme garde champêtre stagiaire, est recruté par une autre commune au grade d'aspirant agent de police, d'aspirant garde champêtre, d'agent de police stagiaire ou de garde champêtre stagiaire;

3° "charge salariale" : le montant total des traitements, allocations et cotisations sociales que la commune a payés en faveur de l'aspirant agent de police ou de l'aspirant garde champêtre pendant la période de formation visée à l'article 9, 3°, de l'arrêté royal du 27 octobre 1986 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination au grade d'agent de police et de garde champêtre.

Article 2.-

La commune qui a supporté des frais relatifs au recrutement et à la formation d'un aspirant agent de police ou d'un aspirant garde champêtre peut récupérer au maximum :

1° 75 p.c., 65 p.c., 50 p.c., 30 p.c. ou 10 p.c. de la charge salariale, selon que l'aspirant agent de police ou l'aspirant garde champêtre compte au plus une, deux, trois, quatre ou cinq années de service au moment où il quitte le corps de police de la commune qui a assuré sa formation;

2° les montants des frais relatifs :

a) aux épreuves d'aptitude et de sélection visées à l'article 4 de l'arrêté;

b) aux cours de formation visé à l'article 9, 3°, de l'arrêté;

c) à l'équipement personnel.

Pour la détermination de la charge salariale ainsi que des frais visés à l'alinéa 1er, 2°, les paiements effectués par la commune sont diminués du montant de la subvention qu'elle a reçue pour la dépense en cause, ou qu'elle aurait reçue si elle en avait sollicité l'octroi.

Pour l'application de l'alinéa 1er, 1°, ne sont pas pris en considération :

1° les services accomplis avant la nomination en tant qu'agent de police stagiaire ou garde champêtre stagiaire;

2° les périodes d'absence ininterrompues de plus de soixante jours".

Article 3.

1. Alors que l'alinéa 1er concerne le délai dans lequel la procédure de récupération peut être entamée, le second alinéa traite quant à lui des délais de paiement que peut obtenir la commune à charge de qui la récupération des frais est poursuivie. Comme il s'agit là de deux dispositions qui n'ont pas de rapport direct entre elles, il est suggéré de faire de chacun des alinéas un article distinct.

2. Interrogé sur la portée de l'article 3, alinéa 1er, le fonctionnaire délégué a fourni les précisions suivantes :

a) contrairement à ce que le texte du projet permet de penser, le délai de trois mois court à partir du moment où la commune qui a supporté les frais a connaissance de l'engagement de son ancien agent par une autre commune :

b) seule la décision du conseil communal relative à la récupération des frais exposés doit intervenir dans le délai de trois mois; l'acte par lequel le receveur de la commune concernée poursuit la récupération des frais peut en revanche intervenir postérieurement.

Compte tenu de ces précisions, l'article 3, alinéa 1er (devenant l'article 3) serait mieux rédigé comme suit :

"Article 3.-

La décision du conseil communal tendant à la récupération des frais visés à l'article 2 est, à peine de déchéance, adoptée dans les trois mois qui suivent la date à laquelle la commune concernée a eu connaissance du recrutement, par une autre commune, de l'aspirant agent de police ou de l'aspirant garde champêtre".

3. Selon le fonctionnaire délégué, l'article 3, alinéa 2, (devenant l'article 4) vise à accorder à la commune débitrice un véritable droit à des facilités de paiement. De l'accord du fonctionnaire délégué, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 4.-

Le paiement du montant dû en vertu de l'article 3 est, à la demande de la commune débitrice, étalé sur une période de huit mois maximum. Chaque paiement partiel représente au moins le huitième du montant total de la dette".

OPSCHRIFT.

Er wordt voorgesteld het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende de terugvordering door de gemeenten van sommige kosten gedragen voor de aanwerving en opleiding van aspirant-politieagenten en aspirant-veldwachters".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

In tegenstelling tot de indruk die de zinsnede "op basis van de effectief betaalde bedragen" die in artikel 2 staat, zou kunnen wekken, bestaat de bedoeling van de stellers van het ontwerp in werkelijkheid erin iedere mogelijkheid uit te sluiten om kosten terug te vorderen die de gemeenten hebben betaald, en waarbij zij verzuimd hebben de toekenning van de overeenkomstige subsidie aan te vragen bij de Staat (1). Bovendien heeft de tweede volzin van artikel 2 geen nut.

---

(1) Zie de subsidies vastgesteld in artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 27 september 1989 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten financiële hulp van de Staat kunnen krijgen voor de uitrusting van hun politiekorps en voor de verwezenlijking van een programma betreffende de maatschappelijke problemen inzake veiligheid en van initiatieven inzake criminaliteitspreventie (II) en in artikel 2, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 5 september 1991 betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld.

Om de artikelen 1 en 2 begrijpelijker te maken, wordt, in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar, voorgesteld deze als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

Voor de toepassing van dit arrest dient te worden verstaan onder :

1° "aspirant-politieagent" : het personeelslid van een gemeente, dat binnen vijf jaar na zijn benoeming tot stagedoende politieagent door een andere gemeente is aangeworven in de graad van aspirant-politieagent, aspirant-veldwachter, stagedoende politieagent of stagedoende veldwachter;

2° "aspirant-veldwachter" : het personeelslid van een gemeente dat binnen vijf jaar na zijn benoeming tot stagedoende veldwachter door een andere gemeente is aangeworven in de graad van aspirant-politieagent, aspirant-veldwachter, stagedoende politieagent of stagedoende veldwachter;

3° "loonkosten" : het totale bedrag van de bezoldigingen, uitkeringen en sociale bijdragen die de gemeente heeft betaald ten gunste van de aspirant-politieagent of de aspirant-veldwachter gedurende de opleidingsperiode, bedoeld in artikel 9, 3°, van het koninklijk besluit van 27 oktober 1986 houdende algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming in de graad van politie-agent en van veldwachter.

Artikel 2.-

De gemeente die kosten heeft gedragen betreffende de aanwerving en de opleiding van een aspirant-politieagent of een aspirant-veldwachter kan ten hoogste volgende bedragen terugvorderen :

1° 75 pct., 65 pct., 50 pct., 30 pct. of 10 pct. van de loonkosten, al naargelang de aspirant-politieagent of aspirant-veldwachter ten hoogste één, twee, drie, vier of vijf jaar dienst heeft op het tijdstip waarop hij het politiekorps van de gemeente waar hij zijn opleiding genoten heeft, verlaat;

2° de bedragen van de kosten betreffende :

a) de bekwaamheids- en selectie-examens bedoeld in artikel 4 van het besluit;

b) de opleidingscursussen bedoeld in artikel 9, 3°, van het besluit;

c) de persoonlijke uitrusting.

Voor de vaststelling van de loonkosten alsook van de kosten bedoeld in het eerste lid, 2°, worden de betalingen die door de gemeente zijn verricht, verminderd met het bedrag van de subsidie die de gemeente heeft gekregen voor de desbetreffende uitgave of die zij gekregen zou hebben indien zij deze had aangevraagd.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, worden niet in aanmerking genomen :

1° de diensten die vervuld zijn vóór de benoeming tot stagedoende politieagent of tot stagedoende veldwachter;

2° de ononderbroken periodes van afwezigheid van meer dan zestig dagen".

Artikel 3.

1. Terwijl het eerste lid de termijn betreft waarin de terugvorderingsprocedure kan worden ingesteld, heeft het tweede lid zijnerzijds betrekking op de betalingstermijnen die de gemeente ten laste waarvan de kosten worden terug-gevorderd, kan verkrijgen. Aangezien het hier om twee bepalingen gaat die niet rechtstreeks verband houden met elkaar, wordt voorgesteld van ieder lid een afzonderlijk artikel te maken.

2. Op de vraag wat de strekking is van artikel 3, eerste lid, heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende uitleg gegeven :

a) in tegenstelling tot wat uit de tekst van het ontwerp zou kunnen worden opgemaakt, gaat de termijn van drie maanden in vanaf het tijdstip waarop de gemeente die de kosten heeft gedragen op de hoogte is van de aanwerving van haar vroeger agent door een andere gemeente;

b) alleen de beslissing van de gemeenteraad betreffende de terugvordering van de gedragen kosten moet binnen de termijn van drie maanden worden uitgevaardigd; de handeling waarbij de ontvanger van de betrokken gemeente de kosten terugvordert kan daarentegen later worden gesteld.

Rekening gehouden met deze preciseringen zou het beter zijn artikel 3, eerste lid (dat artikel 3 wordt), als volgt te redigeren :

"Artikel 3.-
De beslissing van de gemeenteraad die strekt tot de terugvordering van de kosten bedoeld in artikel 2 wordt op straffe van vervallenverklaring uitgevaardigd binnen drie maanden na de datum waarop de betrokken gemeente kennis heeft gekregen van de aanwerving door een andere gemeente van de aspirant-politieagent of de aspirant-veldwachter".

3. Volgens de gemachtigde ambtenaar strekt artikel 3, tweede lid (dat artikel 4 wordt), ertoe de schuldplichtige gemeente daadwerkelijk een recht op betalingsfaciliteiten te verlenen. Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-
De betaling van het krachtens artikel 3 verschuldigde bedrag wordt, op verzoek van de schuldplichtige gemeente, gespreid over een periode van ten hoogste acht

maanden. Iedere gedeeltelijke betaling omvat op zijn minst een achtste van het totale bedrag van de schuld".

De gemachtigde ambtenaar is het met deze redactie eens.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.